

# Quelle est la responsabilité des politiques ?

La mort de Ramzi Mohammed Kadouri a donné lieu à un déferlement de propos racistes. Des politiques s'en sont émus. Mais ne portent-ils pas une responsabilité dans la libération de la parole raciste, par certaines déclarations extrêmes ou stigmatisantes ? Ou au contraire par leur silence ? Nous avons posé la question aux principaux partis.

**1 La banalisation de l'extrême droite en Flandre.** Plusieurs le disent, mais Jean-Luc Crucke, député wallon et vice-président du MR, de façon plus assertive : « Qui sème le vent récolte la tempête. En Flandre, on a banalisé l'extrême droite. En Wallonie, on a le cordon sanitaire. » Le phénomène serait lié à la Flandre ? « Pas uniquement. Mais en Belgique, il est essentiellement flamand. La Flandre est dans le peloton de tête de ceux qui banalisent l'extrême droite. » Co-présidente d'Ecolo, Zakia Khattabi note aussi « une vraie différence entre le Nord et le Sud ». Mais elle pointe surtout la « récupération » de la N-VA : « Après avoir été sur la ligne rouge en stigmatisant parfois les militants anti-racistes, Theo Francken verse des larmes de crocodile. Et Jan Jambon avait stigmatisé la communauté musulmane après les attentats. Mais qu'ont-ils fait pour que les propos ne soient pas aussi libérés ? »

**2 La politique du gouvernement fédéral.** Dans l'opposition, on pointe aussi le gouvernement Michel. André Flahaut, ministre PS du Budget de la Communauté française, juge qu'« il est temps qu'on se réveille face aux dérives racistes » et qu'« il faut oser un discours à contre-courant, peu audible à cause du climat actuel : ne pas mettre tout le monde dans le même panier, ne pas stigmatiser, faire en sorte que l'on se parle... » Lui ne pointe pas spécialement la Flandre, mais cible « la politique unilatérale sécuritaire du gouvernement qui nous mène dans une impasse : il faut faire de la sécurité ET de la prévention. Il faut ramener la société à l'équilibre. »

Zakia Khattabi pointe aussi une res-

ponsabilité fédérale : « Il y a, singulièrement sous ce gouvernement, une banalisation d'une parole indigne, sans claire condamnation du Premier ministre. »

**3 « Ne pas mettre toute la responsabilité sur le politique. »** Pour Benoît Lutgen, président du CDH, le politique n'est pas seul responsable de la banalisation de propos racistes (plusieurs interlocuteurs pointent la responsabilité des médias) : « Il y a un climat ambiant qui libère la parole noire. C'est insupportable, mais je refuse de mettre ça sur le monde politique en particulier : c'est un phénomène de société. Ce sont d'abord les actes terroristes qui entraînent ce phénomène ». Et il soulève le problème de « la haine sur les réseaux sociaux qui donne lieu à très peu de poursuites ».

La présidente du VLD, Gwendolyn Rutten, rappelle aussi que les dérives racistes « ne sont malheureusement pas nouvelles. L'émergence de Daesh n'a pas apaisé les tensions, ce qui n'a fait que booster la méfiance des gens vis-à-vis des musulmans. Mais les politiques ont le devoir de montrer l'exemple. Au VLD, on ne met pas de l'huile sur le feu en parlant d'une guerre qui n'a d'ailleurs pas lieu. »

**4 On n'ose pas toujours intervenir.** Pour le socialiste André Flahaut, après les réactions racistes au décès de Ramzi, « il n'y a eu pas assez de réactions du côté francophone ». Par contre, il réfute l'idée que le PS n'oserait pas assez monter au créneau : « Le PS a des positionnements et des actions. A la Communauté française, on a posé des actes pour l'accueil des réfugiés, notamment des enfants, pour leur scolarisation. Mais cette politique-là est plus difficile à faire accepter que celle qui dit qu'il faut tous les mettre en prison ou qu'il ne faut pas nourrir les réfugiés. »

Toutefois, Zakia Khattabi reconnaît que, parfois, « certains estiment que ce n'est pas le moment de dire certaines choses, surtout à cause du climat flamand, de la N-VA qui a le vent en poupe.

Sinon, on passe pour de doux rêveurs ou des gens qui légitiment certains publics. On fait les frais d'un jeu politique où l'on ne porte plus une parole à partir d'un projet assumé, mais d'une part de marché que les partis se distribuent. »

**5 La N-VA met de l'huile sur le feu.** En Flandre aussi, on pointe la responsabilité de la N-VA. Pour Kristof Calvo (Groen), « les politiques doivent prendre des mesures et choisir leurs mots. Or, des déclarations de la N-VA ne font que renforcer certaines personnes dans leurs

convictions racistes. Le vivre ensemble n'est pas l'apanage de la gauche. Certains feraient bien de ne pas mettre de l'huile sur le feu, d'autant que la majorité écrasante de citoyens veut vivre ensemble. Que ceux qui parlent de guerre entre deux clans retrouvent leur calme. »

Au SPA, Yasmine Kerbache cible aussi la N-VA : « Les politiques doivent tout mettre en œuvre pour favoriser le vivre ensemble. Et la N-VA est le mauvais élève de la classe. Faut-il rappeler les déclarations de Liesbeth Homans sur le "racisme relatif", de Bart De Wever sur "les Berbères", ou les doutes de Théo Francken quant à la "valeur ajoutée des diasporas marocaine et congolaise" ? Ce genre de propos empoisonne le débat de société. Ce débat ne touche pas plus les Flamands que les francophones. Les formes de discrimination sont multiples, à l'égard d'autres personnes que les Musulmans, comme les Juifs. J'ai introduit une proposition pour qu'à travers une méthode éprouvée, on puisse sévir contre ceux discriminent les gens qui cherchent un emploi ou un appartement sur la base de leur patronyme. Mais la N-VA s'y est toujours opposée. »

Dans le *Morgen*, Wouter Beke, le président du CD&V, juge que la N-VA « culpabilise les autres » et joue les Docteur Jekyll et Mister Hyde : « Ce grand écart permanent n'est plus tenable. » ■

MARTINE DUBUISSON  
et DIRK VANOVERBEKE

# condamnations Le jeu d'équilibriste de la N-VA

La N-VA, comme les autres partis, a multiplié les condamnations après la vague de propos racistes autour de la mort du jeune d'origine marocaine. Geert Bourgeois ou encore Theo Francken se sont exprimés sans ambiguïtés. Une posture que l'opposition écologiste flamande et francophone a critiquée. « *Après avoir soufflé sur les braises et normalisé une parole indigne, certains pleurent des larmes de crocodile...* », a lancé sur Twitter la coprésidente d'Ecolo, Zakia Khattabi, rejointe par son collègue Patrick Dupriez : « *La N-VA sème la xénophobie à tous vents et s'étonne de récolter du racisme...* » Même tonalité chez leur homologue flamand, Kristof Calvo. « *Celui qui sème la discorde récolte la haine.* »

Plusieurs mandataires de la N-VA se sont effectivement illustrés ces derniers mois, déclenchant des polémiques après des propos jugés racistes par une partie de la classe politique et de la population.

Les condamnations très fermes de la N-VA sont-elles dès lors étonnantes ?

Y a-t-il une stratégie politique derrière cet anti-racisme soudain affiché ? « *Chez certains cadres de la N-VA, y compris Bart De Wever, il y a eu, notamment dans une période récente, des propos à la limite du racisme. Il pourrait donc y avoir ici une volonté de mettre fin à une forme d'emballement* », répond Pascal Delwit, politologue à l'ULB.

Pour lui, la N-VA veut sans doute éviter le risque d'être associée à une vague de racisme qui a créé l'émoi dans la population flamande.

## Rester fréquentable

Le parti veut sans doute aussi éviter de passer pour une mauvaise copie du Vlaams Belang. « *C'est une hypothèse, mais la N-VA est apparemment dans un exercice complexe : rester un parti fréquentable et démocratique (même si certains, y compris dans les politologues, ce qui n'est pas mon cas, classent le parti à l'extrême droite) et en même temps conserver un électorat xénophobe. On voit qu'il y a régulièrement des déclarations visant à maintenir*

*cet électorat.* »

Pour Pascal Delwit, l'enjeu est particulièrement important pour Bart De Wever à Anvers. « *Il est important pour lui et son parti qu'il conserve son mayorat, et on sait qu'Anvers est un des bastions du Vlaams Belang.* » D'autre part, ailleurs en Europe, l'extrême-droite monte et l'agenda du moment, avec les attentats, s'y prête.

D'où l'importance de souffler le chaud et le froid, entre propos ambigus et condamnations du racisme, même si Bart De Wever ne s'est pas exprimé personnellement dans l'affaire du jeune marocain décédé. « *Mais c'est une hypothèse, tempère Pascal Delwit. Il est possible qu'une réelle émotion ait motivé ces condamnations. C'est particulièrement crédible pour Geert Bourgeois, qui ne s'est jamais illustré par des propos ambigus, sauf vis-à-vis des francophones. Mais politiquement, on ne peut que soulever cette interrogation, car la condamnation de la N-VA est ici parfaitement claire.* » ■

BERNARD DEMONTY

## LA COLÈRE DU PATRON DES MINORITÉS

### « Quinze ans de promesses non tenues par le politique »

Wouter Van Bellingen dirige le centre des minorités - het Minderhedenforum.

C'est aussi le premier échevin noir (élu sur les listes de gauche de « Spirit ») en Flandre. A Saint-Nicolas en 1971.

#### La politique lutte-t-elle assez contre le racisme ?

Voici quinze ans ( l'âge de la victime décédée au Maroc), Louis Michel, président de la Conférence de Durban, s'était félicité d'avoir conclu un accord sur une déclaration finale qui devait servir de fondement à la lutte mondiale contre le racisme et la discrimination . Sa mise en place n'a jamais eu lieu. J'espère que son fils réalisera ce point qui figure pourtant bel et bien dans l'accord de gouvernement. Mais j'en doute fort. En 2010, Joëlle Milquet n'a pas davantage réussi à imposer son plan interfédéral de lutte contre les discriminations.

#### Vous condamnez ce surplace ?

Evidemment. Entre 2009 et 2013, bien avant les attentats , des centaines de plaintes pour racisme et discrimination n'ont même pas été enregistrées. Et depuis quelques mois, ce chiffre explose. Le monde politique reste les bras ballants face à ce phénomène, alors qu'il parvient en quelques semaines à mettre en place un train de mesures contre le terrorisme. Sur les 189 zones de police existantes, seules 63 disposent d'un fonctionnaire spécifiquement chargé de ce type de plaintes. Certains politiques ont créé un climat de tensions qui fait croire à certains que tout est permis.


DIRK VANOVERBEKE

**Aline Ninane** Pauvre garçon, RIP mon grand. Les gens sont bêtes et méchants

Like Reply Message  2

**Vincent Vervaecke**

Au lieu de stigmatiser les personnes qui ont posté des messages racistes, pourquoi ne pas plutôt dialoguer avec eux et essayer de comprendre pourquoi et comment ils en sont arrivés là? Ce serait bien plus constructif de la répression.

Like Reply Message  1

**Ludovic Defors**

Tant mieux. Qu'ils se cachent s'ils n'assument pas mais le principal est qu'ils puissent être jugés avec les sauvages qui s'étaient lâchés sur ce pauvre gamin décédé

**Francis Franck** C'est dégueulasse de ne pas respecter son prochain, quel qu'il soit; si d'autres ne nous respectent pas, montrons le bon exemple, montrons l'humanité et la compassion que beaucoup ont hélas perdu. R.I.P. à ce pauvre jeune homme, que Dieu l'accueille auprès de Lui. Je m'associe à la peine de ses parents et de ses proches.

Like Reply Message  10

**Musa Abbasi**

Il est temps de poursuivre de manière vigoureuse tous ceux qui tiennent des propos racistes sur les réseaux sociaux. Le racisme est interdit, l'antisémitisme est interdit et la loi doit être respectée

Like Reply Message  1

**François Testaux** L'âge de mon fils... Pauvre mère, et pauvres parents qui doivent en plus faire face à ces réactions. C'est à gerber


Like Reply Message  28

**Mireille Maiscoq** A lire absolument "vous n'aurez pas ma haine" de Antoine Leiris. Les victimes des attentats et leur famille ont souvent beaucoup plus d'humanité et d'honneur dans la douleur que la plupart des commentateurs haineux et racistes sur le net.

Like Reply Message  26

**Harold Schmitt**

Un gamin de 15 ans qui trouve la mort alors qu'il voulait juste prendre du bon temps pendant ses vacances scolaires ne demande que de la compassion si on veut réagir ou alors on se tait.

Like Reply Message  1